

Avis de consultation

Projets de Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription

Dispense de certaines obligations pour les membres des OAR

Introduction

Comme il était annoncé dans l'avis publié le 15 avril 2011, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») sollicitent des commentaires sur des projets de *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « règlement ») et de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (l'« instruction générale ») concernant les dispenses ouvertes aux membres des OAR et à leurs représentants de courtiers prévues aux parties 3 et 9 du règlement.

La consultation prend fin le 18 juillet prochain.

Résumé et objet des modifications proposées au règlement et à l'instruction générale

Nous proposons des modifications aux articles 3.16, 9.3 et 9.4 du règlement en vue d'ajouter, comme condition aux dispenses prévues dans ces articles, que les personnes physiques inscrites ou les courtiers en placement inscrits se conforment à la disposition correspondante de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) ou, dans le cas des courtiers en épargne collective, de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACFM). Les modifications proposées sont publiées avec le présent avis. Elles s'ajoutent à celles publiées le 15 avril dernier, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 11 juillet prochain, sous réserve des approbations requises, y compris les approbations ministérielles.¹

Nous proposons en outre des modifications à l'instruction générale afin de préciser nos attentes concernant la conformité aux règles et politiques des OAR. Ces modifications sont également publiées avec le présent avis. Elles s'ajoutent à celles figurant dans l'instruction générale modifiée publiée le 15 avril, qui devraient prendre effet le 11 juillet.

Les modifications proposées visent à faire en sorte que toutes les personnes inscrites soient assujetties au même régime d'application de la loi en cas d'infraction au règlement.

S'il y a lieu, nous mettrons à jour les renvois aux dispositions de l'OCRCVM et de l'ACFM correspondantes dans les annexes du règlement pour qu'à l'entrée en vigueur des modifications, on y fasse renvoi aux versions les plus à jour de ces dispositions.

Pouvoir réglementaire

Dans les territoires où les modifications proposées doivent être prises sous forme de règlement, la législation en valeurs mobilières prévoit le pouvoir réglementaire concernant l'objet du texte.

Autres solutions envisagées

Étant donné la nature des modifications proposées, aucune autre solution n'a été envisagée.

¹ Conformément aux modifications publiées le 15 avril 2011, le titre du règlement est remplacé par « *Règlement 31-103 sur les obligations et dispense d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* ». Comme ces modifications n'entrent pas en vigueur avant le 11 juillet 2011, l'avis utilise le titre actuel du règlement.

Documents non publiés

Pour élaborer les modifications proposées, nous n'avons utilisé aucune étude ni aucun rapport ou document écrit importants non publiés.

Coûts et avantages prévus

Les modifications proposées rendront le règlement, l'instruction générale et les obligations continues plus clairs et explicites tout en veillant à ce que l'ensemble des personnes inscrites soient assujetties aux mêmes dispositions d'application en cas d'infraction à la loi sur les valeurs mobilières, ce qui devrait bénéficier aux personnes inscrites et aux investisseurs auprès desquels elles exercent leurs activités.

Sollicitation de commentaires

Nous souhaitons connaître votre avis sur le règlement et l'instruction générale. Pour atteindre nos objectifs réglementaires tout en équilibrant les intérêts des investisseurs et des personnes inscrites, il nous paraît essentiel de maintenir le dialogue avec tous les intéressés. Les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers à l'adresse www.lautorite.qc.ca et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario à l'adresse www.osc.gov.on.ca.

Tous les commentaires seront rendus publics.

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Il est donc possible que certains renseignements personnels des intervenants, tels que leur adresse résidentielle, professionnelle ou électronique, figurent sur les sites Web. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leur mémoire.

Nous remercions d'avance les intervenants de leur participation.

Transmission des commentaires

Veuillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM énumérés ci-dessous :

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Saskatchewan Financial Services Commission
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 Autorité des marchés financiers
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
 Superintendent of Securities, Prince Edward Island
 Nova Scotia Securities Commission
 Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador
 Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
 Surintendant des valeurs mobilières, Yukon
 Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez envoyer vos commentaires aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres membres des ACVM.

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Secrétaire de l'Autorité
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Télécopieur : 514-864-6381
 Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

John Stevenson, Secretary
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55
 Toronto (Ontario) M5H 3S8
 Télécopieur : 416-593-2318
 Courriel : jstevenson@osc.gov.on.ca

Questions

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des personnes suivantes :

Sophie Jean
 Analyste expert en réglementation – pratiques de distribution
 Autorité des marchés financiers
 Tél. : 514-395-0337, poste 4786
 Sans frais : 1-877-525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Sarah Corrigan-Brown
 Senior Legal Counsel, Legal Services
 Capital Markets Regulation Division
 British Columbia Securities Commission
 Tél. : 604-899-6738
 1-800-373-6393
scorrigan-brown@bcsc.bc.ca

Navdeep Gill
 Legal Counsel, Market Regulation
 Alberta Securities Commission
 Tél. : 403-355-9043
navdeep.gill@asc.ca

Curtis Brezinski
 Acting Deputy Director, Legal and Registration
 Saskatchewan Financial Services Commission
 Tél. : 306-787-5876
curtis.brezinski@gov.sk.ca

Chris Besko
 Legal Counsel, Deputy Director
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Tél. : 204-945-2561
 Sans frais (Manitoba seulement) 1-800-655-5244
chris.besko@gov.mb.ca

Leigh-Ann Ronen
Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Tél. : 416-204-8954
ironen@osc.gov.on.ca

Brian W. Murphy
Deputy Director, Capital Markets
Nova Scotia Securities Commission
Tél. : 902-424-4592
murphybw@gov.ns.ca

Jason L. Alcorn
Legal Counsel
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
Tél. : 506-643-7857
Jason.Alcorn@gnb.ca

Katharine Tummon
Superintendent of Securities
Prince Edward Island Securities Office
Tél. : 902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Craig Whalen
Manager of Licensing, Registration and Compliance
Office of the Superintendent of Securities
Government of Newfoundland and Labrador
Tél. : 709-729-5661
cwhalen@gov.nl.ca

Louis Arki, Directeur, Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice, Gouvernement du Nunavut
Tél. : 867-975-6587
larki@gov.nu.ca

Donn MacDougall
Deputy Superintendent, Legal & Enforcement
Office of the Superintendent of Securities
Government of the Northwest Territories
Tél. : 867-920-8984
donald_macdougall@gov.nt.ca

Frederik J. Pretorius
Manager Corporate Affairs (C-6)
Ministère des Services aux communautés
Gouvernement du Yukon
Tél. : 867-667-5225
Fred.Pretorius@gov.yk.ca

Le 13 mai 2011